



**Assemblée Générale de l'Association des maires du Département du Bas-Rhin
du 13 décembre 2013
au Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg**

**Intervention de M. Jean-Paul DELEVOYE, président du Conseil Economique Social
Environnemental, ancien président de l'Association des maires de France,**

Monsieur le Préfet que j'ai plaisir à retrouver,
Monsieur le représentant du Conseil Régional,
Monsieur le Président du Conseil Général, cher Guy-Dominique,
Monsieur le Président du CESER à qui j'adresse mes félicitations pour sa brillante réélection,
Monsieur le Maire de Strasbourg, cher Roland,
Mesdames et Messieurs les Députés, je vois André, M. Grignon aussi qui était venu participer,



Je dois vous dire que c'est un plaisir pour moi de toujours répondre aux invitations des associations départementales de Maires et particulièrement à celle du Bas-Rhin puisque Joseph Ostermann...J'ai beaucoup d'affection et de respect pour lui, nous avons un passé commun. Je sais que c'est ta dernière Assemblée Générale, que tu as décidé de mettre un terme à tes mandats, ce qui est une preuve de sagesse : il vaut mieux pour la population créer une frustration d'un départ précipité qu'une saturation. Si je dis cela c'est parce que j'y reviendrais tout à l'heure, vous savez qu'en France on est assez particuliers, on préfère la jouissance du pouvoir à l'exercice du pouvoir et qu'aujourd'hui nous devons être attentifs aux uns et aux autres que la sagesse ce n'est pas... Il y a cette phrase qu'il faut toujours retenir : on dit toujours « Ce que les hommes font du pouvoir, jamais assez, ce que le pouvoir fait des hommes ... ».

Et que nous voyons bien aujourd'hui à l'échelon de la planète d'ailleurs, c'était cette réflexion d'un dirigeant ou d'un observateur africain qui disait « Mais c'est extraordinaire tous ces dirigeants qui viennent assister aux obsèques de Monsieur Mandela. Pourquoi n'appliquent-ils pas eux-mêmes les principes qu'ils saluent devant la dépouille de celui qui les a préconisés ». Je crois que nous devons être aujourd'hui attentifs à ce qui si les élites politiques..., et je donne une deuxième observation : c'est un disciple qui posait la question à Confucius en disant « Mais quelle est la force d'un pays ? » Il disait « Il y a trois forces : les armes pour le défendre, les vivres pour nourrir le peuple et la confiance du peuple dans les élites » et le disciple lui dit « Mais quelle est l'arme la plus puissante ? » Il disait manifestement « la confiance du peuple dans les élites ». Et nous voyons bien que nous sommes aujourd'hui dans un moment où le discrédit politique, injuste car mon obsession c'est de restaurer la politique et de restaurer le syndicalisme, fait que notre société aujourd'hui ne souffre pas d'un excès de politique, elle souffre d'un excès de politiciens ; elle ne souffre pas d'un excès de religions, elle souffre d'un excès de manipulateurs de concepts religieux. Et que nos sociétés sont aujourd'hui dans un moment très particulier dans lequel, vous les Maires, et ce sera peut-être l'objet de ma présentation, vous allez probablement avoir un rôle déterminant à jouer, vous êtes les soldats de la République, vous allez être demain probablement celles et ceux qui vont éviter à notre société de franchir des limites de rupture que l'on commence à pressentir ou à ressentir.

Et donc je voudrais vous indiquer dans une présentation qui consiste à dire que je ne crois pas que nous sommes en crise. Alors pardonnez-moi peut être d'être obligé de vous faire faire un peu de gymnastique par rapport aux slides qui sont derrière. Nous ne sommes pas en crise, nous sommes en métamorphose... Les transparents, pardon, vous avez raison, j'aurais dû parler en alsacien ça c'est sûr.

Je crois que la France a besoin d'un choc de compétitivité. Elle a surtout besoin d'un choc culturel. Si vous acceptez le principe que nous ne sommes pas en crise, certes il y a une crise financière, une crise sociale, une crise politique mais quand on sort d'une crise on retrouve la situation ex ante

Ça ne sera absolument pas le cas quand dans quatre, cinq ou six ans nous sortirons de cette crise, notre société n'aura plus rien à voir avec celle que nous connaissons aujourd'hui. Nous sommes en métamorphose. Et dans cette métamorphose il y a un élément qu'il faut que vous intégrez : c'est la notion du temps. 10 ans pour un pays, c'est rien. Et j'entends aujourd'hui, et des Députés, et des Sénateurs, et des Maires avoir des débats politiques d'aujourd'hui. On révisé la loi de finance pour les rendements budgétaires, on n'a pas de vision. Et je salue le chantier ouvert par le gouvernement sur la fiscalité, c'est un chantier que j'ai appelé depuis des années. Et on est en train de se dire « Je n'ai pas de sous demain qu'est ce qui va se passer ». Nous devons avoir cette notion du temps. Il y a 10 ans, en 2003, le Ministre de l'Economie et des Finances Allemand au Bundestag affirmait devant les Député(e)s allemands « L'homme fort de l'Europe c'est la France. L'homme malade de l'Europe c'est l'Allemagne ». Vous voyez dix ans après ce que ceci a donné. Et donc contrairement à la culture française où on veut toujours viser grand ; vous savez en France on a le culte du grand : grand politique, grand journaliste... Il ne faut pas viser grand, il faut viser juste. Et ce qui est important c'est d'avoir une direction pas une réaction. Et le premier choc culturel auquel je vous invite..., nous sommes des judéo-chrétiens, nous pensons qu'il y a un créateur, et donc que le temps est linéaire. Et nous sommes des peuples cartésiens : on doit tout mettre en équation. Et donc, quand on veut faire un plan d'avenir, on calcule les paramètres du présent, on le projette à dix ou quinze ans, on a un très beau schéma intellectuel et on dit voilà ce qui va se passer. Et bien quand on est en métamorphose le futur n'est pas la projection du présent, le futur est la contestation du présent. Et toute innovation est forcément ce qui conteste la structure actuelle. Et là où nous avons un choc, car vous qui êtes à la tête de mairies, de collectivités, d'administrations, de partis politiques, d'entreprises... Est-ce que nous sommes capables de suffisamment d'objectivité, d'honnêteté pour accepter d'ouvrir un débat qui aura peut-être pour conséquences de remettre en cause la structure, le pouvoir, la rémunération, le statut social qui est le mien aujourd'hui ? Combien de fois on voit dans le monde agricole des projets de fusion extraordinaires qui échouent parce que c'est la lutte des egos, des dirigeants qui ne veulent pas fusionner ? C'est la même problématique qu'en intercommunalité. C'est la même problématique au niveau de l'Europe. Nous sommes dans un moment extrêmement important, fragile, mais extrêmement exaltant : nous pouvons ré-enchanter le futur ou nous pourrions assumer notre responsabilité de pleurer le futur. Et je vous livrerai rapidement, mais en débat, c'est-à-dire parfaitement contestable, les quelques points de réflexion pour attirer votre attention sur ce qui est en train de se passer et qui bouleverse complètement les cartes du monde d'aujourd'hui. Et je suis ravi, j'espère y revenir, des présentations de votre représentant de l'énergie EDF parce que un des sujets politiques les plus importants c'est l'énergie. Et ravi d'avoir entendu la Caisse des Dépôts puisque un des défis importants c'est la capacité que nous aurons de mobiliser de l'épargne privée quand il n'y aura plus d'argent public sur des financements à long terme alors qu'aujourd'hui la rotation des capitaux est à court terme. Et ce choc entre la dictature du court terme, qui fait que par le raccourcissement des échéances électorales, la classe politique préfère séduire des électeurs tout en perdant des citoyens... et on peut le comprendre. Et on s'aperçoit aujourd'hui que la rotation des capitaux fait que l'on préfère des rémunérations à court terme même si ça détruit le long terme. Et donc nous sommes à un moment extrêmement passionnant, mais extrêmement inquiétant parce que c'est le principe de Schumpeter en métamorphose : la destruction va précéder la construction. Et je vois bien, comme le disait mes Indiens Gouguiz « On n'entend plus le bruit des arbres qui tombent que celui des arbres qui

poussent ». Et l'on a évidemment de grandes douleurs lorsque l'on voit disparaître des pans industriels, mais on oublie que l'économie numérique aujourd'hui c'est 900 000 emplois en France. Et que si la force de l'Allemagne, c'est l'obsession du process ; la force de l'Angleterre, l'obsession du résultat ; la force de la France, c'est son innovation, sa créativité même si, j'y reviendrais, tout notre système a tendance à freiner, voir à neutraliser cette créativité. Et donc la France a de formidables atouts mais elle est aujourd'hui culturellement en train de tourner le dos à ses richesses : la France est une puissance maritime qui tourne le dos à ses océans, la France est une puissance de la diversité qui tourne le dos à sa diversité. Et donc nous sommes aujourd'hui probablement en train de vivre la capacité qu'auront nos concitoyens autour de vous d'avoir l'enthousiasme du futur ou au contraire d'être complètement neutralisés.

Alors permettez-moi d'attirer votre attention sur les quelques sujets, pardonnez-moi d'être un peu bref. Quand vous regardez l'ensemble des débats politiques du monde, sur l'ensemble des gouvernements, dans l'ensemble des pays, il y a trois questions politiques qui reviennent en permanence.

La première c'est la localisation des ressources et de la protection de valeur ajoutée : ce que j'ai appelé le choc territorial. La mondialisation a fait exploser les frontières économiques et aujourd'hui l'on voit bien que l'on peut implanter n'importe quelle industrie pour exploiter les matières premières, les transformer, les commercialiser *etc., etc.* Et aucun parti politique en Europe de gauche ou de droite..., et pour que les choses soient tout à fait claires, je crois que la gauche a un problème avec le capital et la droite a un problème avec le social... Nous avons là à réfléchir à ce qui permet de pouvoir, demain, attirer sur nos territoires : l'attractivité de nos territoires. Quand je vois un certain nombre de sièges sociaux aujourd'hui partir à l'étranger, je suis préoccupé, et ce n'est pas une critique de la politique gouvernementale. C'est aujourd'hui les deux, l'opposition et la majorité, nous avons des responsabilités partagées. Et c'est un sujet majeur de réfléchir à la capacité d'attirer des activités économiques sur notre territoire en n'oubliant pas les centres de décision, les centres de transformation, les centres de commercialisation. Et l'on voit bien que ça bouge à toute vitesse. Regarder le retour : les chinois sont déjà en train de regarder comment délocaliser un certain nombre d'industries parce que leurs salaires ont augmenté. Comment on relocalise en France ? Comment on part ? Et l'on voit bien les chocs par rapport aux Bretons par exemple. Donc c'est une analyse que l'on devrait avoir en permanence, Jacques Attali le disait d'ailleurs : les économies positives. A chaque fois que nous prenons une décision..., et j'entends parler des contrats de territoire par le Président du Conseil Général, ça c'est une démarche tout à fait intéressante : je suis de ceux qui pensent que la France s'en sortira par la force de ses territoires. A chaque fois que nous prenons une décision, nous devrions nous poser la question : est-ce que c'est positif ou négatif pour les générations futures ? Est-ce que c'est positif ou négatif pour l'attractivité de mon territoire ?

Le second débat qui est un débat totalement passionnant parce que personne ne l'évoque, c'est la démographie. Le vieillissement. Vous n' imaginez pas les évolutions..., on parle de Silver Economie, et vous n' imaginez pas ce que ceci va représenter. Je vous donne simplement deux ou trois éléments.

Premier élément, un élément politique. Nous avons cinq pays européens où les plus de 65 ans remplacent et dépassent la population des jeunes. Nous nous sommes tous réjouis que la Grèce ait voté le traité européen. Quand on analyse le scrutin politique, ce sont les plus de 55 ans en Grèce qui ont voté le traité européens, les moins de 35 qui ont voté contre. C'est-à-dire ceux qui avaient un patrimoine pensaient que l'Europe allait le protéger, ceux qui pensaient que l'avenir passait par l'Europe, les jeunes, ont voté contre. Donc on a, si nous n'y prenons pas garde, des risques de chocs générationnels. Je disais au gouvernement, sur la dernière réforme des retraites « Ce qui m'importe, ce n'est pas tellement le taux de cotisation, l'allongée de la durée... ça c'est des choses mécaniques et d'équilibre budgétaire. C'est quels sont les atouts que vous allez pouvoir donner aux concitoyens pour qu'ils aient du crédit dans ce système de pacte républicain collectif où les jeunes paient la retraite des aînés ». Si nous n'avons pas ce crédit, nous risquons de voir les débats politiques se porter sur les intérêts et pas les causes. Et des jeunes ne voulant plus payer pour un système auquel ils n'auront pas droit : « Pourquoi je payerai la retraite des vieux ? ». Et si on va plus loin, les travailleurs pour ceux qui n'ont pas de travail, et les hommes bien portant pour ceux qui n'ont pas de

santé. Si nous laissons se développer l'idée que la République est un gâteau à consommer pour des intérêts particuliers et si nous perdons le sens de l'intérêt général, ce qui est l'aspect le plus gravissime... Aujourd'hui nous sentons bien que les ressorts citoyens sont fatigués. Les peuples lorsqu'ils défendent une cause ils se transcendent, lorsqu'ils défendent des intérêts ils se déchirent. Nous sommes à ce moment de la démocratie.



Et le dernier élément, qui est l'élément le plus compliqué, qui est lié à la démographie, et dont personne ne parle, c'est celui du vivre ensemble avec des individus de plus en plus hétérogènes. Le XXIème siècle est le siècle de la mobilité, donc le siècle de l'altérité. Sur le vieillissement, l'Europe a besoin en 2030, voir 2040, de plus de 50 millions de population étrangère pour équilibrer sa population active. Comment imaginer un seul instant que nous n'ayons pas la capacité d'aborder le problème de l'immigration, le problème de l'intégration, le problème de l'identité ? C'est un sujet lourd qui peut avoir des conséquences majeures si cet apport de main d'œuvre chez nous, obligatoire pour équilibrer notre population active...

Avec d'ailleurs une accélération des transferts infra-européens : les espagnols, les grecs allant travailler en Allemagne... Nous risquons d'avoir des débats de plus en plus populistes si la classe politique continue à instrumentaliser les débats plutôt qu'à nourrir le débat. Et nous risquons d'avoir des problèmes d'identité, et j'y reviendrais, avec des conflits lourds : lorsque j'ai une identité faible, je me construis dans le conflit, lorsque j'ai une identité forte, je sais ce que je peux concéder à l'autre et ce que peut demander à l'autre. Et là culturellement, c'est aussi quelque chose de tout à fait étonnant : c'est-à-dire que l'Allemagne a conforté ses identités régionales pour mettre en commun ce qu'elle le « Volk » (peuple), la France depuis le pouvoir royal a considéré que les identités régionales étaient un conflit par rapport au pouvoir central. Or ma conviction aujourd'hui c'est : si on veut être plus Européens, il faut être plus Français, s'il faut être plus Français, il faut être plus Alsacien, plus Breton, plus Corse... et retrouver probablement le sens des langues vernaculaires, de l'enrichissement, non pas dans un souci de cloisonnement ; dans un souci d'enracinement pour pouvoir nourrir une aspiration nationale : regardez ce qui se passe au niveau des Etats-Unis...et j'y reviendrais probablement tout à l'heure. Mais ce sujet est un sujet auquel nous travaillons au niveau des Nations Unis pour voir comment les religions, les trois religions du livre, peuvent mettre en commun ce qu'elles ont de convergent. Parce que, et j'y reviendrais aussi, c'est probablement un des sujets sur lequel vous les Maires aurez un rôle important à jouer.

Deuxième révolution culturelle en France : je vous ai mis cette carte. 40 ans c'est rien, dans 40 ans la Chine pèse un tiers de la puissance mondiale. Toutes les locomotives de la croissance du monde sont en dehors de l'Europe : l'Inde, la Chine, les Etats-Unis et j'ai oublié l'Afrique. Ça veut dire que depuis 1974...Monsieur Giscard D'Estaing, choc pétrolier... la France a préféré protéger les consommateurs que de soutenir les producteurs parce qu'ils sont plus nombreux sur le plan électoral. Nous nous apercevons aujourd'hui que nous avons absolument besoin de retrouver une puissance d'exportation car les moteurs de demain sont à l'extérieur.

Je vous ai mis ça aussi. On est à la veille de 2014, mais les dépenses de l'Etat sont restées à peu près identiques, ce sont les recettes qui ont chuté. Qu'est ce qui est en train de se passer ? Et c'est un débat politique, à chaque fois. Je pense qu'aujourd'hui il faut que vous essayiez de répondre à cette observation que me faisait Eli Wiesel. Eli Wiesel me disait « Lorsque je rentrais de classe ma mère ne me disait jamais « Est-ce que tu as bien répondu », elle me disait toujours « Est-ce que tu as posé la bonne question » ». Et on s'aperçoit qu'aujourd'hui les politiques préfèrent le confort des réponses à l'inconfort des questions. Et on est dans un débat politique en disant « A non ce n'est pas bien de parler de ça, ce n'est pas bien de parler de ça ». Moi je suis basique : quand le problème est posé, la solution est à moitié réglée. Donc nous devons réfléchir aujourd'hui au fait que paradoxalement dans la zone Euro... qui est un sujet majeur, pourquoi l'éviter : « Faut-il rester ? Faut-il sortir de l'Euro ? » Ma conviction est forte qu'il faut sortir de l'euro et que la force de l'euro est en train de montrer au

contraire la faiblesse ou l'absence de gouvernance économique. Mais ce qui est en train de se passer parce que nous avons une puissance monétaire importante, qui permet la régulation du monde,... je rappelle que ce qui est en jeu ce n'est pas l'équilibre de vos communes, ce n'est pas l'équilibre de votre région... l'homme économique est mondial, l'homme social est local : c'est-à-dire que selon la capacité que nous aurons à réguler les puissances qui sont en train de se mettre à l'échelon de la planète. Ça veut donc dire, là aussi basic, que la dimension des réponses est directement liée à la dimension des problèmes. Et si le problème est la régulation mondiale, la réponse elle n'est pas communale, elle n'est pas régionale, elle n'est pas nationale, elle est européenne. Et il faut qu'on réfléchisse à un bloc européen par rapport à un bloc chinois, par rapport à un bloc américain : regardez ce qui se passe avec Monsieur Poutine et la volonté qu'il a de maintenir l'Ukraine, c'est évidemment pour garder sa capacité de puissance, de fournisseur de gaz, sinon il disparaît de la zone politique du monde. Donc ce qui est en train de se passer c'est que dans la zone Euro, sur laquelle nous devrions aspirer à une plus forte gouvernance économique, comme il n'y a plus de dévaluation monétaire possible pour déstabiliser ou recalculer la perte de compétitivité, nous avons soit une dévaluation sociale, d'où les salaires des travailleurs étrangers, soit une dévaluation fiscale pour revenir à la première question que j'évoquais tout à l'heure : comment attirer des entreprises ? Et comme nous avons des Etats européens qui n'ont pas beaucoup de dépenses ils peuvent baisser leur taux fiscal pour attirer un certain nombre d'entreprises. Et là nous sommes dans un moment où des Etats comme les nôtres voient par cette concurrence, disparaître les recettes et garder les dépenses. C'est un sujet politique sur lequel il va falloir que nous réfléchissions, droite et gauche, et en quittant le champ idéologique. En tout cas c'est un débat passionnant.



Puisqu'on est dans le débat sur la fiscalité, moi je pose ça en débat sur la fiscalité. Depuis 1974 la France a préféré soutenir les consommateurs, donc l'écart avec nos collègues européens fait que l'on a jamais taxé le consommateur, on a un peu plus taxé le capital et on a un peu plus taxé le travail, c'est-à-dire que manifestement quand les politiques, et je les crois sincères, disent « On se bat pour le chômage, on se bat pour l'investissement », mais en réalité on a peut-être peur, dans nos choix fiscaux, de pouvoir favoriser le travail, de favoriser l'investissement parce que, tout simplement, notre fiscalité va à l'encours des discours prononcés.

Et quand on regarde cela, on s'aperçoit que sur la TVA, de 2006 à 2014, tous les pays ont augmenté la TVA, avec des transferts de charges, la France est le plus bas. Donc l'on voit bien qu'il faut que nous aidions nos politiques... Monsieur Sarkozy a eu tort de mettre la TVA sociale en pleine campagne présidentielle : ce n'était pas un sujet de fond, c'était un sujet de campagne électorale. Et Monsieur Hollande a dit « Ah ce n'est pas bien », et donc quand il arrive au pouvoir on lui dit « Vous avez dit que ce n'était pas bien, il ne faut pas le faire ». On est donc dans un moment où il faut que nous aidions les politiques qui sont obligés de séduire les électeurs parce que nous sommes tous responsables. Est-ce que vous êtes prêts à voter demain pour un candidat qui vous dit la vérité ? Soyons cohérents, soyons cohérents. On est tous en train de dire « Ah vous avez menti » et en fin de compte s'il nous dit la vérité on ne vote pas pour lui. Et en même temps on est tous pour la tolérance : « Moi je suis un type tolérant à condition que tu ais la même carte que moi ». Donc on est en train aujourd'hui d'avoir un moment de vérité extraordinaire où l'hypocrisie des attitudes et des postures va s'effondrer devant la montée de la réalité. Et qu'il va falloir probablement inventer d'autres méthodes de dialogues entre l'opposition et la majorité quand on est en crise. Quand on est en croissance on répartit les fruits de la croissance pour nourrir les promesses électorales. Là nous sommes en crise, il faut demander la répartition des efforts, et dans cette situation l'opposition a peut-être autant ou plus de responsabilité que la majorité. Mais la majorité a aussi beaucoup plus de responsabilité par rapport à sa solidité de conviction. Or aujourd'hui on voit bien qu'on a des appareils politiques qui se construisent sur des ambitions et pas sur des convictions, et que l'offre politique à gauche, ce n'est pas le partage des mêmes pensées, c'est le partage du même pouvoir. Et à droite on a le même spectacle. Et l'alternance a montré que ce n'est pas Hollande qui a gagné, c'est

Sarkozy qui a perdu, et on a vu arriver au pouvoir des hommes qui mettent en application des choses qu'ils combattaient quand ils étaient dans l'opposition, et on voit l'opposition aujourd'hui prendre des positions contraires à ce qu'ils disaient lorsqu'ils étaient dans la majorité. Donc les personnes disent « On ne comprend plus rien, si ce n'est qu'ils n'ont pas de convictions, ils n'ont que des ambitions », et j'y reviendrais tout à l'heure, c'est probablement un des éléments...et ce n'est pas une critique de la politique française, c'est un sujet que l'on voit apparaître partout.

Vous savez, le Président Sarkozy avait fait un truc absolument incroyable lors d'un G20, je tiens ça d'un témoin de cette scène : il y avait des dirigeants chinois, il y avait Monsieur Obama, il y avait Madame Merkel, il y avait Monsieur Camerone, le Président Sarkozy, Barroso... il arrive à convaincre, avec ses collègues européens, le Président américain de dire « Il faut que nous mettions une régulation bancaire à l'échelon du monde pour éviter toutes ces catastrophes financières ». Le président Obama a dit « oui » et quand il revient ses conseillers lui disent « N'oublie pas qui finance ta campagne ». Donc on est au moment aujourd'hui où les citoyens vont devoir essayer d'aider les politiques car dans la métamorphose la conduite du changement est aussi importante que le cap du changement et la conduite du changement se fera par les politiques et par les syndicalistes.

« Défis monétaires », je vous mets cela. Je voudrais simplement que vous gardiez cette image, cette échelle... tous les jours il y a quatre mille milliards de dollars (4000 000 000 000 \$) qui s'échangent. Les biens ne représentent que 2%. Les biens ne représentent que 2%. Et nous voyons quand nous n'ajoutons pas les six cent mille milliards (600 000 000 000 000) de produits financiers dérivés...

Ca veut dire qu'aujourd'hui la régulation financière est un élément important. C'est d'ailleurs un sujet très intéressant : c'est-à-dire qu'avant on créait de la monnaie à partir du moment où en face il y avait de la richesse, il y avait un équilibre

Aujourd'hui les banques créent de la monnaie ex nihilo, et la banque américaine, la banque chinoise créent de la monnaie pour relancer la croissance avec des effets keynésiens plus ou moins efficaces, et c'est la banque européenne qui va devoir prendre une position de banque de dernier recours etc. etc...

Donc nous sommes dans un moment où nous ne manquons pas de liquidité financière, au contraire on en a beaucoup, et quelques fois beaucoup trop, et le problème c'est comment l'affecter à des politiques d'investissement. Ce n'est pas neutre puisque si vous regardez l'Europe depuis 2007, nous n'avons toujours pas retrouvé le niveau PIB de 2007 en 2013. On dit « Mais est-ce que c'est dû à la chute de consommation ? » Pas du tout, c'est 1,5. « Est-ce que c'est dû à la chute des investissements ? » Pas du tout, c'est - 4. C'est dû au fait que cinq cent milliards de dollars (500 000 000 000 \$) se sont retirés parce que l'économie vieillissante perd sa rentabilité ; l'économie naissante n'a encore pas trouvé son niveau de rentabilité. Et donc nous risquons d'avoir des effets de secousse extraordinaires avec des phénomènes d'accélération très importants, ou des phénomènes spéculatifs très difficiles. Je donne un simple élément géopolitique, vous avez 40% d'égyptiens qui vivent avec moins de 2 dollars par jours, il y a 3 milliards d'individus qui vivent par du riz... s'il n'y a pas de stabilité sur les produits alimentaires, il peut y avoir des révoltes alimentaires immaîtrisables. La question qu'il faut vous posez c'est « Pourquoi sur les trois matières, le blé, le riz et le maïs, seul le riz échappe à la spéculation ? ». C'est parce que les chinois ont mis en place un phénomène de stabilisation. Et l'on voit bien que dans ce phénomène-là, la spéculation peut être absolument redoutable.

Je vous ai donné une autre échelle de prix : les américains ont mis quasiment sur la table un an de PIB pour sortir du sauvetage financier. Les chinois détiennent plus de dette américaine que leur propre dette. Donc vous voyez aujourd'hui les liens qu'il peut y avoir sur la gestion monétaire à l'échelon international.

Le défi alimentaire : on a besoin d'augmenter de 60 % la production mondiale pour nourrir les 9 milliards d'individus que l'on va avoir. Ce qui est tout à fait passionnant c'est qu'il va falloir le faire avec moins d'eau, moins de sol, moins d'engrais. Quand on regarde les 3 facteurs de la croissance agricole, on dit « Ce sont les terres, l'intensité agricole (le nombre de rotation de cultures par an) et le rendement ». Quand on regarde le volume d'hectares à l'échelon de la planète il est aujourd'hui

impossible d'imaginer une augmentation du nombre d'hectares sur la planète. Quand on regarde l'intensité agricole, elle est au maximum. Donc il ne reste qu'une seule possibilité : le rendement. Le deuxième élément, ce qui est tout à fait passionnant, puisqu'on a toujours le regard concentré sur notre petite actualité locale, les chinois se sont livrés à une course d'acquisition foncière extraordinaire à l'échelon de la planète. Et en même temps une stratégie de maîtrise des réseaux de communication. Ils ont acheté le port du Pirée en Grèce, aujourd'hui ils fabriquent des bateaux grecs, ils sont en train en Afrique d'essayer de concurrencer Bolloré et Dreyfus pour l'acquisition des concessions portuaires parce que leur problème à eux c'est la sécurisation de leur approvisionnements. Et on voit bien que donc aujourd'hui la puissance agricole européenne passe par la maîtrise du foncier et la raréfaction du foncier agricole. Et donc nous devons être extrêmement attentifs à cela. Et puis il va y avoir des sujets tout à fait passionnants : l'on voit bien que plus notre société est âgée, ce qui est le cas du vieux continent européen, moins on consomme de viande. Plus on est en développement, plus on consomme de viande. Or nous sommes déjà à 80% de nos céréales qui sont destinées à l'alimentation animale : cela veut dire qu'il va y avoir des impasses et que le débat entre animal et végétale risque d'évoluer vers le débat des protéines. Et que demain nous aurons des industries de production d'insectes parce que c'est l'insecte qui est le plus porteur de protéines. On voit d'ailleurs aussi que c'est des sujets sur lequel on n'imagine pas, mais il faut savoir un peu anticiper.

Je vous ai mis cela aussi, en terme de protection de l'environnement. Depuis 10 ans on a dépassé la capacité pour la planète de renouveler les ressources que l'on consomme. Et je vous ai mis là les pays : vous voyez la France elle consomme 1,6 fois son potentiel, le Japon 7 fois. Cela veut dire que nous allons être obligés de passer à l'économie circulaire.

Sur le défi environnemental, quels que soient les efforts que nous allons faire, nous sommes déjà condamnés à subir 1,5°C d'augmentation à la fin du siècle. A la fin du siècle. C'est-à-dire dans 70, 80 ans donc nos enfants qui naissent aujourd'hui vont connaître cette augmentation. Et l'on voit bien que si on est à 2,7 °C, l'Amazonie se transforme en savane, et que nous allons probablement avoir 3 milliards d'individus en pénurie d'eau. Vous imaginez les tensions géopolitiques que cela peut représenter. Ce qui est intéressant, c'est qu'aujourd'hui nous n'arriverons pas à caler l'émission de CO₂, le marché du carbone est trop faible, il aurait dû être à 50 dollars, il est à 5 dollars. Ce qui veut dire, autre sujet, si on n'est pas capable de réduire les émissions de CO₂ aux ambitions de maîtrise de la température, il faut donc le capter. « Quel est le meilleur capteur du CO₂ ? » C'est le plancton. Et je vous fiche mon billet que dans un nombre d'années relativement restreint vous verrez apparaître des fermes de plancton parce que c'est ce qui permettra de capter en masse le CO₂, et que la France qui est une puissance maritime, qui tourne le dos à ses océans, va devoir regarder de façon tout à fait extraordinaire la puissance qu'elle peut tirer de ses océans. Nous avons d'ailleurs commis un rapport au CESE sur l'extension du plateau continental qui nous permettrait par vision diplomatique d'augmenter de 6 millions de km² notre extension du plateau continental. Et regardez ce qui se passe aujourd'hui sur l'offensive canadienne et le combat qui se passe avec les Russes sur la fonte de l'Antarctique qui leur permet éventuellement soit d'avoir des moyens de transports maritimes beaucoup plus rapides, mais surtout les exploitations de matière première extrêmement importante. Nous passons d'une société de l'abondance à la société de la rareté. La bataille de la détention des matières premières est un élément déterminant. Tout le monde a oublié que lors de la dernière campagne présidentielle, l'Europe et les Etats-Unis ont porté plainte contre la Chine parce que la Chine avait décidé de ne plus exporter les terres rares qui composent à 80 % vos iPhones et vos ordinateurs. Et l'Organisation Mondiale du Commerce s'est rendue compte que quand elle mettait en place des règles pour les exportations, il n'y avait pas de sanctions pour des pays qui refusaient d'exporter les matières qu'ils détiennent. Et quand vous regardez aujourd'hui la géopolitique, un certain nombre de pays comme la Russie et comme la Chine détiennent 90 % des matières qui sont nécessaires à l'économie du monde.



Transition écologique, énergétique... Votre directeur de l'entreprise l'a montré. « Comment aider les politiques européens à poser la question de l'énergie ? » Je vous ai mis simplement la régulation mondiale, vous voyez 1% du PIB permettrait d'engager une action mondiale extraordinaire pour le changement climatique, ne pas le faire compterai 5 %.

La demande énergétique. Les chinois, c'est 1 tonne équivalent pétrole (TEP), les américains c'est 8, nous on est à 4. Et l'on voit bien que nous sommes à 30 000 € par habitant, les chinois sont à 4000 : ils ont le droit d'augmenter. J'en reviens sur cette notion d'énergie que vous avez évoqué ce matin.

Regardez ce qui est en train de se passer, les allemands ont décidé seuls, 13 % d'énergie nucléaire, de supprimer cette énergie nucléaire. Le problème politique numéro un après l'immigration probablement, que j'évoquais tout à l'heure, c'est l'énergie et la croissance. Les Américains avec le gaz de schiste, je ne dis pas que je suis pour le gaz de schiste, je dis simplement quelles sont les conséquences géopolitiques d'une énergie bon marché dont ils disposent grâce au gaz de schiste. Les Américains décident de construire des industries chimiques à 750 000 tonnes c'est-à-dire le marché mondial. Le Moyen-Orient est en train de réagir. S'il n'y a pas une réponse politique sur l'énergie et l'industrie, il n'y a plus d'industrie énergivore en Europe dans 15 ans. Ni raffinerie, ni aciérie, c'est donc une question politique que les syndicats et les politiques se doivent de poser. Madame Meckel elle-même a compris qu'il fallait mettre un périmètre de sécurité sur son industrie, et les Allemands sont en train de se dire « Oh là là pourquoi c'est nous consommateurs allemands qui allons payer la préservation de la performance énergétique ? » Tout simplement, parce que comme ils vieillissent, vous avez dû connaître ça dans vos communes : celui qui travaille à l'usine qui est implantée dans votre commune, il vient vous voir en permanence pour que vous aidiez l'industrie, le jour où il devient retraité, il vous demande d'empêcher les camions de circuler. Donc l'on voit bien que, j'attire votre attention sur ce sujet-là,...ça veut dire que si nous n'avons pas un débat sur l'énergie et la croissance, et l'énergie et l'industrie, nous acceptons *de facto* de payer une facture sociale économique et sociale lourde dans 15 ou 20 ans, c'est cela le long terme.

Le deuxième élément c'est qu'on s'aperçoit que l'absence de raisonnement, de schéma de distribution... Le problème de l'énergie ce n'est pas la production, c'est la distribution. Et qu'avec Jeremy Rifkins vous allez tous devenir producteur d'électricité, avec votre voiture, avec votre éolienne *etc. etc.* Et que les Allemands découvrent que le problème c'est qu'ils ont beaucoup d'énergies renouvelables et qu'ils produisent à un moment où il n'y a pas de besoin de consommation. Et donc ils sont en train de quasiment payer les Suisses pour qu'ils absorbent l'excédent, et les suisses très malins sont en train de gagner des fortunes en achetant bon marché ou en étant payés pour absorber la production énergétique allemande pour la refile à des autrichiens *etc. etc.* Donc nous voyons bien que la régulation de la distribution est un élément important, et j'en reviens sur le financement à long terme de la caisse des dépôts : financer les outils de production ne pose pas de problème, la rotation des capitaux est longue, financer des réseaux c'est long puisqu'il faut 50, 60, 70 ans d'amortissement. Et donc nous voyons bien que là aussi il y a un débat qui nécessite une réflexion politique tout à fait majeure.

Si la métamorphose c'est l'innovation, la puissance de recherche est importante. Je vous ai mis cela. Les Américains, les Chinois représentent la moitié des chercheurs du monde, et on est tous en train d'avoir un débat universitaire... Le nombre d'ingénieurs... Quand vous regardez l'armée d'ingénieur que les Chinois, les Américains sont en train de mettre en place, je peux vous dire que l'intelligence risque de basculer assez rapidement ailleurs qu'en Europe. Et quand on regarde, les Américains dépensent 314 milliards de recherche, les Chinois 200 milliards, l'Allemagne 65 et nous 37, on voit qu'on n'est pas dans le même monde, et qu'à l'évidence nous devons tout faire pour favoriser le rapprochement université/économie, les labs, et aussi des réseaux de recherche européens.

Je vous ai mis cela aussi, et ça dépasse le gouvernement de gauche et le gouvernement de droite. Quelle est la conséquence ? Comme nous avons des entreprises qui sont sous capitalisées dont le taux de rentabilité n'a pas été suffisant, l'investissement s'est réduit et aujourd'hui au moment où

on parle de productivité, regardez la robotisation. Nous sommes le dernier pays en terme de robots et nous sommes avec des robots les plus anciens, là il y a vraiment une réflexion à mener.

Autre élément de basculement, qui est peut-être le plus important sur la démographie. Quand vous regardez la classe moyenne... La classe moyenne, classement international, c'est celles et ceux qui gagnent entre 10 et 100 dollars par jour, 10 et 100 dollars par jour. Si vous regardez l'Amérique, ça ne bouge pas, 338 millions d'habitants, 322 dans 20 ans. Dans 20 ans. Si vous regardez l'Europe ça ne bouge pas 664 -> 680. C'est en Asie-Pacifique, ça passe de 525 à 2,5 milliards d'asiatiques qui vont gagner entre 10 et 100 par jour. C'est-à-dire que la puissance d'achat ne se trouve pas en Europe, elle se trouve en Asie-Pacifique. Ça se traduit d'ailleurs en milliards de dollars. Quand vous regardez aujourd'hui : c'est 1 les Etats-Unis, 2 le Japon, 3 l'Allemagne, 4 la France, 5 le Royaume-Uni. Trois pays européens dans les pays les plus riches en termes de pouvoir d'achat, classe moyenne. En 2020 plus aucun pays européen : l'Inde, la Chine, les Etats-Unis, l'Indonésie, le Japon. Si vous méditez ça et si vous le portez à 15 ou 20 ans, posez-vous simplement une question, une seule par exemple : « 2,5 milliards, supposons que 10 % de cette classe moyenne mondiale décide de chercher des endroits où il n'y a pas de terrorisme, où l'environnement de santé est de grande sécurité, où les monuments historiques sont de grande qualité, où il y a un passé *etc., etc., etc...* ». C'est 250 millions de gens qui viennent visiter la France. Aujourd'hui nous sommes à 80, cela multiplie par 4 en très peu de temps. Pourquoi croyez-vous que l'industrie du luxe fonctionne ? Parce qu'il y a un pouvoir d'achat. Et un pouvoir d'achat évidemment, d'où l'importance... On a perdu la bataille de la place boursière de Paris au profit de Londres, erreur stratégique majeure. Le combat pour garder des défilés de mode à Paris est un élément important. Et donc il y a des faits qui peuvent paraître superficiels qui sont stratégiquement importants par rapport à cette vision du monde, d'où l'importance du marché de Noël de Strasbourg *etc. etc...*

Je vous ai mis ça aussi. Nous sommes en train de changer de structure sociologique. Nos sociétés étaient des sociétés en montgolfière : vous aviez une élite relativement faible, une classe moyenne très importante, et une classe qu'on appelait à l'époque ouvrière relativement minoritaire. C'était un élément de stabilité important, aujourd'hui nous avons une élite qui augmente, avec une évasion de la réussite, nous avons une précarité qui explose, travailleurs pauvres, retraités, dossiers de surendettement, les jeunes, et nous avons une classe moyenne étranglée par les charges et bloquée par les revenus. C'est la situation d'instabilité politique la plus redoutable. La plus redoutable parce qu'il n'y a plus de ressorts et de bases stables pour le système démocratique. Et les systèmes démocratiques font qu'aujourd'hui, ce que je disais tout à l'heure, ils ne repartissent plus les fruits des promesses, ils demandent des efforts. Et le problème c'est que, comme la classe politique n'a pas su montrer une vision, vous acceptez de faire des efforts quand vous savez à quoi ça sert. Quand vous ne savez pas à quoi ça sert, ce ne sont plus des efforts, ce sont des sacrifices, et vous n'acceptez plus d'augmenter vos sacrifices. Donc nous sommes dans un moment extrêmement préoccupant où il est nécessaire d'aider notre classe politique à retrouver une vision, une aspiration, une adhésion. C'est ce qui se passe au niveau de votre intercommunalité. L'intercommunalité ne doit pas être un jeu de pouvoir, c'est : quelle vision qui me permet de nourrir un projet, qui me permet d'obtenir l'adhésion. Sinon vous allez vous déchirer. Vous êtes là aussi dans le crédit que j'évoquais des défis transgénérationnels.

Autre défi politique majeur que vous aurez dans vos communes et que vous aurez à l'échelon de l'Etat et de l'Europe. Si vous posez la question aux plus de 65 ans « Comment tu finances ta retraite ? » « Par la retraite ». Aux 25 ans « Comment tu finances ta retraite ? » « Seulement 30 % par ma retraite ». Donc ils ne croient plus au système. Et donc le défi intergénérationnel est un défi lourd, les jeunes ne supporteront pas de payer sur leurs épaules le poids des personnes âgées, et les personnes âgées auront du mal à accepter de partager pour les jeunes si nous ne retrouvons pas l'intérêt d'un pacte républicain, le sens de l'impôt, le sens d'un projet collectif.

Autre chose : « Jusqu'où allons-nous accepter le développement des inégalités ? » Nous étions dans un système économique après-guerre qui était nourri par la puissance américaine qui nous disait « La

performance économique permettra la performance culturelle, permettra la performance militaire, permettra le bonheur de vivre et la performance sociale ». Et ça c'est retraduit par un capitalisme qui à chaque fois que l'on crée de la monnaie, ce que j'expliquais tout à l'heure, on crée aussi une richesse. Et quand vous regardez, ce sont les déciles les plus bas de 0 à 20, c'est-à-dire c'est ceux qui gagnent le moins de revenus, et ici le top 5 c'est les 5% qui gagnent le plus d'argent. Jusqu'en 1980 vous voyez que la croissance se répartit à peu près de façon homogène sur l'ensemble de la société, donc tout le monde soutien la croissance économique et le modèle de société parce que tout le monde y retrouve ces petits. Et puis ensuite, Bretton Woods, les Américains ont besoin de libérer la création de la monnaie par rapport à l'or, c'est d'ailleurs curieux qu'en France ce sont les deux gouvernements de gauche qui ont le plus libéralisé l'épargne, et aujourd'hui nous avons donc une masse monétaire qui est complètement déconnectée de la puissance des actifs réels ce qui veut dire que vous obtenez des rentabilités capitalistiques bien plus grande que : la production augmente à 2 %, les capitaux à 5, 6 ou 7 %. Et donc mécaniquement vous arrivez à faire en sorte que les "plus 5" augmentent leurs revenus et les plus faibles perdent du revenu. Donc nous avons un développement de l'inégalité. Jusqu'où nos sociétés vont accepter ce type d'inégalité ?

D'autant plus que quand vous regardez aux Etats-Unis, 1 % de la population a capté plus de 80 % de la richesse créée. Et vous voyez qu'en France c'est la même chose. Donc ça veut dire que le débat sur la fiscalité c'est : « Quel niveau de distributivité faut-il mettre dans l'impôt ? Et à quel niveau d'égalité ou d'inégalité la société peut accepter ce genre de choses ? » Ces deux situations ne se sont révélées que dans 2 cas : en 1928 et aujourd'hui. Et l'on voit bien ce que cela a donné : des spéculations et des crashes boursiers. C'est un sujet en tout cas majeur.

Autre aspect d'éclatement de la société : 9 % des personnes se sentent exclues, 18 % ont l'impression d'être un raté, je reviendrais sur cette notion. Difficile d'avoir une mobilisation.

Je vous ai mis la carte de la pauvreté. Même chose nous avons des éclatements géographiques : les zones les plus foncées sont les zones où les gens sont les plus pauvres en France en moyenne. Vous voyez que c'est tout la partie Nord-Pas-de-Calais, l'Est... Ici vous êtes plutôt pas mal mais ça vaut dire aussi qu'il y a des déchirures dans notre nation. Ce qui est important c'est que nous avons posé la question sur les blogs : « Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ? » On a été très étonnés de la réponse : « Le prix de l'alimentation, le prix de l'essence, le prix des impôts ». Ça veut dire que, effectivement, que quand vous avez en face de vous, et quand j'étais médiateur je disais qu'il y avait entre 12 et 15 millions de personnes qui avaient entre 50 et 150 € à la fin du mois... Esther DUFLOT qui est la conseillère d'Obama et que j'avais reçue à Paris a fait un bouquin remarquable sur repenser la pauvreté, elle me disait « On ne défend la République que quand on a le ventre plein ». Quand vous allez voir quelqu'un en disant « Ce n'est pas bien ce que tu as fait » et que la personne est dans l'angoisse de l'huissier, de la fin du mois, incapable de payer, elle ne vous écoute pas, elle pense à sauver sa peau. Et si elle ne sauve pas sa peau par l'économie républicaine, elle ira la chercher au black. La suppression des heures sup par la gouvernement à fait en sorte que les types sont allés chercher au black ce qu'ils avaient perdu en économie réelle, et qu'aujourd'hui la perte des emplois à domicile fait que l'on va faire dans l'économie souterraine ce qu'on a perdu parce que on est dans la période de survie. Même se prostituer, vendre de la drogue parce que c'est la survie qui l'emporte. C'est pas la défense de la République, c'est à la République d'assurer à chacun la survie mais quand elle ne le fait pas, je me débrouille. Et donc nous sommes dans un moment très compliqué où ne croyant plus à la force du droit, je revendique le droit à la force.

Et vous le voyez d'ailleurs dans ce tableau-là, le seul moyen de s'en tirer dans la vie c'est de trouver des combines. Nous sommes passés de 40 à 64 % en 8 ans. En nous n'avons pas cette structure morale. Et quand vous posez la question à un danois ou à un suédois « Est-ce que c'est bien ou pas bien de ne pas déclarer tous ses impôts à l'Etat » : c'est pas bien du tout à 90 %. En France c'est l'inverse. Oui, je le dis toujours, cette notion de confiance du peuple dans les élites... Le PDG d'Hewlett-Packard, la plus belle entreprise au monde de l'informatique, décide de prendre son avion

de la compagnie pour aller rejoindre sa maîtresse. Dans la compagnie on dit « Tout le monde a le droit d'avoir des relations affectives au sein de la compagnie mais à condition de ne pas prendre les moyens de la compagnie ». Il a été débarqué en 20 minutes de son conseil d'administration. Regardez ce ministre d'un pays nordique qui pour 40 € payés par la carte bleu de son ministère a été débarqué. En France nous ne cessons de voir des affaires et on se dit « Tout le monde fait, moi on me demande de respecter la loi, et eux là-haut ils ne la respectent pas » : c'est dramatique, c'est ravageur. Et j'en reviens, c'est-à-dire qu'on en revient toujours à la spécificité française qui préfère la jouissance du pouvoir à l'exercice du pouvoir et la France a peur du contrôle. Moi j'ai fait venir à chaque fois à la médiature, au CESE et lorsque j'étais à l'AMF, j'étais le premier à présenter le budget en assemblée plénière. J'ai fait la même chose à la médiature, j'ai fait la même chose au CESE et on m'a dit « Vous êtes fous de présenter les comptes ». La transparence est aujourd'hui une nécessité absolue. Je fais venir la cours des comptes, on me dit « Vous faites venir le loup dans la bergerie ». Ayez le contrôle. Je ne cesse de soutenir les parlementaires pour dire « C'est votre responsabilité d'aller contrôler ». Mais combien de fois des parlementaires me disent « On n'offusque un Président, un Ministre lorsqu'on demande des comptes ». Je crois qu'aujourd'hui, si vous ne le faites pas, les citoyens vont le faire. Et ce qui est grave aujourd'hui c'est que dans la déstabilisation de nos opinions, la rumeur vaut plus que la vérité, et je plains les futurs candidats parce que je crains que dans les réseaux sociaux, qui vont alimenter les campagnes électorales, vous verrez des tas de contre-vérités qui font que l'opinion, qui ne croit plus en rien, est prête à croire à tout. Et c'est quelque chose de totalement ravageur parce que l'on aura des vérités tronquées qui vont manipuler l'opinion.

Donc méfiance, morosité, ça vous le savez.

Question : « Croyez-vous que vos jeunes vont s'en sortir mieux que vous ? » 68 % répondent non.

Le progrès. On s'aperçoit que les Français, qui étaient le siècle des lumières, considèrent aujourd'hui le progrès comme un facteur de risque et non pas comme un facteur d'opportunité. Ça c'est quelque chose sur lequel il faut qu'on retrouve cet enthousiasme du futur.

Ça c'est plus grave. C'est quelque chose qui moi m'interpelle. Je vous ai mis ce tableau parce qu'en tant que médiateur de la République, je vous avais indiqué la notion du burn out. Et j'indiquais cela comme stress individuel et on sentait bien qu'on n'était pas dans une société fatiguée physiquement: avant on était crevé au boulot physiquement, on dormait, on récupérait ; maintenant on est tous stressés au travail. Et que nous ne sommes pas suffisamment attentifs à la fatigue des cerveaux. Je pourrais revenir si vous le souhaitez tout à l'heure. Le management américain fait que si vous sortez du boulot à 20h00, vous êtes mal organisés. En France, si vous sortez du boulot à 17h00 c'est que vous ne foutez rien. En même temps on vous donne des ordinateurs pour faire en sorte que vous les cadres vous puissiez continuer à travailler chez vous en dehors de l'heure légale, et résultat vous caressez plus votre ordinateur que votre conjoint : explosions des divorces de cadres. Ensuite on considère le travail comme une souffrance. Si je suis au Canada, ma petite femme m'embrasse le matin et me dit « Enjoy, belle journée », si je suis en France elle me dit « Bon courage ». Intégrer tout cela. « Combien de secondes vous accordez vous par jour pour dé-accélérer le temps et alléger la pression ? » En France, il y a culpabilisation du temps inactif, y compris dans les fonctionnements. On facture la T2A à l'hôpital pour vous dire on vous paye à l'activité, mais pour moi la partie la plus importante, c'est quand le toubib discute avec vous. Parce que c'est là que se noue le temps de confiance, mais le temps de la discussion du toubib avec le malade, ça ne compte pas ce n'est pas actif. Et donc vous voyez qu'aujourd'hui on est dans un système où il va falloir réinventer une autre culture par rapport à cet échange.

Mais ça, ça me préoccupe parce que là je suis pessimiste pour les 12 prochains mois. Jusqu'à présent nous disions « Etes-vous pessimistes pour la France ? » La réponse est oui. « Etes-vous pessimistes pour vous ? » La réponse est non : je crois en moi mais je ne crois pas en la France. Depuis relativement peu de temps : je suis pessimiste pour la France mais je suis aussi pessimiste

pour moi. Et ça se traduit brutalement pour les 25-34 ans par une chute brutale de la capacité de peser sur l'avenir de mon pays. « Pensez-vous apporter une contribution à la dynamique et à l'innovation du pays ? » Non. Et là nous voyons des paradoxes nouveaux apparaître : nous sommes le pays où il y a quelques fois des relents racistes énormes et nous avons le taux de mariages mixtes le plus élevé, nous avons un refus de la modernité numérique et nous sommes un des pays qui utilise le plus d'applications Smartphone. Mais ça, c'est quelque chose qui est un ressort et qui est en train de se fatiguer, et qui m'inquiète beaucoup.



Je voudrais simplement vous délivrer les quelques messages sur lesquels vous les Maires vous allez avoir un rôle important. Nous sommes aujourd'hui dans une société déboussolée. Quand la société est déboussolée, que les dirigeants donnent l'impression de ne plus savoir où ils vont, c'est vrai pour une entreprise, c'est vrai pour une interco, c'est vrai pour un pays, les sentiments deviennent des ressentiments. Soyons attentif à cela parce que si on peut mobiliser sur des sentiments, on peut détruire par les ressentiments. Lorsque décrochage, je l'ai dit, mythe républicain fragilisé : là aussi quel bon moment pour mettre à plat entre l'opposition et la majorité tout ce qui est aujourd'hui en train de ne plus correspondre à la réalité

On croit à la mixité sociale mais on voit bien que c'est dans les mêmes quartiers qui a les taux d'échecs scolaires les plus élevés, les taux de revenus les plus bas et les taux de chômage les plus élevés et qu'on est plus dans un quartier de mixité sociale : il y a le quartier des africains, le quartier des chinois, le quartier des turcs... le quartier des pauvres, le quartier des riches. Donc nous ne sommes plus dans une société melting-pot, nous sommes dans une société "salad bowl", d'où l'intérêt de réfléchir à des problématiques d'urbanisme. « Est-ce qu'on croit encore à l'égalité des chances ? » L'utopie communiste, c'était l'égalité des situations ; l'utopie libérale, c'était l'égalité des chances. Il faudrait peut-être que nous revenions à l'égalité des parcours : « Qui que tu sois, quelle que soit ta situation, je vais t'emmener au maximum de tes possibilités ». Et l'on voit bien qu'il nous faudra apprendre, non plus à gérer non plus un dossier ou une situation mais à accompagner une personne à surmonter une difficulté. C'est vrai en matière de chômage, c'est vrai en matière de santé *etc., etc...* Nous voyons qu'il y a bien la concurrence des systèmes parallèles et des préférences alternatives, je m'explique. Si la République par l'école ne m'offre pas, me met en situation d'échec, parce que, je reviens sur cette notion d'échec et de réussite... Si vous partez d'un principe que nous sommes en métamorphose, que l'innovation, la création, l'entreprendre est l'avenir de notre société, réfléchissez au fait que tout notre système vous met en face de vos échecs. Si t'échoue à l'école, t'es nul ; si ta femme est partie, t'es nul ; si tu déposes le bilan, t'es nul ; si t'as pas de Rolex, t'es nul. C'est-à-dire que contrairement aux Américains, contrairement aux Anglo-saxons qui mettent en avant votre potentialité... c'est pour ça que l'aménagement du temps des rythmes scolaires, qui je sais est un grand débat chez vous sur les moyens *etc...*, au-delà des moyens réfléchissez à l'objectif de l'enfant. Aujourd'hui on ne peut plus obliger à apprendre, il faut aimer apprendre. Et ce qui est important c'est que la connaissance se trouvera dans l'ordinateur : pourquoi obliger nos enseignants à transférer des connaissances ? Il faut qu'ils donnent l'envie d'apprendre, il faut qu'ils donnent le sens critique, il faut qu'ils donnent le goût de l'entreprendre : t'es nul en math mais t'es bon en théâtre, t'es nul en français mais t'es bon en sport... Et si nous retrouvons cette capacité de dire « Je vais valoriser vos talents et vos compétences », vous n' imaginez pas la créativité qu'il y a dans la jeunesse. Mais tout notre intelligence administrative, parce qu'elle est basée sur le central, sur la notion d'autorité centrale qui contrôle, fait que l'administration parisienne ne fait pas confiance au Préfet, elle le contrôle. Et en tant que citoyen on contrôle tout. Ma conviction c'est que... Regardez ce paradoxe français, ça bouge sur le terrain, il y a des problèmes mais il y a des tas de dynamiques, des tas d'optimismes locaux. Vous additionnez tous les optimismes locaux, vous les portez à Paris, vous arrivez à un pessimisme national. Si nous arrivions à avoir cette notion de contractualisation que votre Président du Conseil Général... Mais la contractualisation ce n'est pas la prédétermination. Nous sommes dans un moment d'innovation où dans les cahiers des charges on prédétermine la solution, faisons confiance, ayez des contrats d'objectifs et vous verrez que les enseignants sont

absolument prêts à se mobiliser pour le bonheur des enfants. Mais on contrôle tout, on demande aux enseignants de respecter plus les bouquins que les enfants, et on demande aux fonctionnaires de respecter plus les programmes que la réalité. Et je peux comprendre un fonctionnaire dont la carrière est en cause, parce qu'on lui dit faut prendre des risques et si jamais les risques arrivent on vous sanctionne sur votre carrière, et à un moment donné il va falloir gérer aussi cette incohérence. Donc nous devons basculer d'une société verticale qui contrôle en permanence, à une société horizontale qui régule. C'est un concept nouveau extrêmement compliqué mais qui sera au cœur de la réussite ou de l'échec de la société française.

Et puis je voudrais terminer pour ne pas trop allonger le propos. Je livre cela à votre sagacité, je regardais il n'y a pas très longtemps dans une foire au livre, un livre du XIX^{ème} siècle sur l'homme et j'avais été très frappé de voir qu'à cette époque, et j'ai compris après, il y avait des théories de Gobineau et d'autres qui montraient qu'il y avait des races supérieures et des races inférieures, et qu'on mesurait des crânes, des tibias, des fémurs *etc., etc...* Et donc le XIX^{ème} siècle était le siècle de la différence des races alors qu'à mes yeux il n'y a qu'une race humaine. Cela nous a amené le nationalisme. Mais nous voyons bien aujourd'hui au XXI^{ème} siècle c'est le siècle des différences religieuses qui est en train d'apparaître et c'est les différences des identités socio-spatiales, et je crois que la lutte des identités est en train de remplacer la lutte des classes. Il y a les bons et les mauvais quartiers, il y a les bonnes ou les mauvaises religions. Et vous voyez par exemple, culturellement si vous demandez à un chrétien la différence entre l'espace privé et l'espace public, cela ne pose aucune difficulté : l'espace public c'est là où on ne gêne pas les autres, on respecte la loi commune ; l'espace privé on fait ce qu'on veut. Si vous posez la même question à un musulman, il ne sait pas ce que ça veut dire la différence entre espace public et espace privé : cela n'existe pas chez eux. Et donc l'on voit bien que cette confrontation risque d'être extrêmement préoccupante.

Et puis les peurs, les espérances et les humiliations : c'est là où vous avez un rôle à jouer. C'est que nos sociétés se construisent autour de ces 3 grandes forces. Et nous vivons un moment particulier où les espérances collectives ont disparue. L'espérance communiste : chute du mur de Berlin ; l'espérance libérale : chute de Lehman Brothers. Le capitalisme a perdu son meilleur adversaire, le communisme, et a perdu ses maîtres puisque c'est la machine qui l'emporte. Rappelez-vous cette phrase d'Einstein qui disait : « Le jour où les hommes inventeront des machines qui dépasseront la capacité des cerveaux, alors ils deviendront idiots ». Aujourd'hui ce sont les logiciels qui font les basculements monétaires immaîtrisables par la perception de l'homme. Ça veut dire qu'aujourd'hui aussi, les espérances religieuses sont fracassées par les intégrismes : on recule sur l'avancée des sciences. Mais plus grave, les espérances politiques apparaissent aujourd'hui plus comme des stratégies de conquête de pouvoir que des stratégies, que des pouvoirs au service d'un projet de société. Et l'on voit bien ce que je disais tout à l'heure : la gauche est réunie par des ambitions et pas par des convictions, et la droite, même chose. Or nous avons fait à l'époque, en tant que médiateur, une analyse sur les taux de suicide : les taux de suicide baissent à chaque fois qu'il y a une guerre où à chaque fois qu'il y a une échéance présidentielle. Le taux de suicide le plus bas a été révélé lors de la première campagne présidentielle du Président Sarkozy : ça veut dire qu'à ce moment-là, il y a des espérances politiques qui apportent une amélioration collective. Or l'écologie ce n'est pas uniquement la protection de l'environnement, c'est « l'homme ne peut pas être heureux dans un univers malheureux », ce qui est le cas aujourd'hui de cette inquiétude collective qui a remplacé le burn-out et qui fragilise l'innovation. Mais lorsqu'il n'y a plus d'espérance collective on laisse la place à celle et ceux qui gèrent les peurs ou la place à celles et ceux qui gèrent l'humiliation. Or les peurs se gèrent mais les humiliations sont redoutables. Or quand vous êtes à Bac +5 payés au SMIC, vous n'êtes pas malheureux, vous êtes humiliés. Lorsque vous êtes viré à 40 ans, vous n'êtes pas malheureux, vous êtes humilié. Lorsque vous êtes impuissant devant un événement, vous n'êtes pas malheureux, vous êtes humilié. La révolte des peurs, la révolte des inquiets se régulent parce qu'elles se construisent autour d'espérances alternatives. La révoltes des affamés et la révolte des humiliés ne se maîtrisent pas parce qu'elles se construisent par la désespérance. C'est ce qui s'est passé en Tunisie avec une classe formée et qui était sous le poids de la corruption de Madame Ben Ali qui a en plus été coiffeuse.

Et donc je pense que le message que je voudrais vous dire au niveau des Maires c'est que le contrat social qui était basé sur la cohésion sociale fait que la résilience dans laquelle nous sommes, « Comment aidez la société japonaise à se dépasser par rapport au choc de Fukushima ? », « Comment dépasser la société norvégienne qui est dépassée par le meurtrier qu'elle a nourri en son sein ? » « Comment faire en sorte que la France admette que la splendeur de son passé ne lui garantit pas la splendeur de son avenir ? » fait qu'il faut passer d'une cohésion sociale à une vitalité sociale de proximité. L'homme économique est mondial, l'homme social est local. Et donc, dans un élément nouveau, vous avez été faiseur de rois, notables, vous avez été faiseur de routes, constructeurs, il faut que vous soyez aujourd'hui faiseur d'espérances individuelles sans lesquelles il n'y aura pas d'espérances collectives. Et nous voyons bien que dans un taux de croissance auquel je n'ai jamais cru, ni à celui de Monsieur Hollande, ni à celui de Monsieur Sarkozy, c'était des taux de croissance pour justifier l'équilibre du budget, je suis de ceux à tort peut-être qui pensent que nous sommes rentrés dans un taux de croissance à 1,5 ou à 1 point durablement pendant 10 ou 15 ans. Et tous les graphiques montrent que dans les années 80 nous étions à 4, dans les années 2000 nous sommes à 2. Ça veut dire quoi ? Qu'à 1 point de croissance, Messieurs les parlementaires, on ne finance pas la retraite et la santé sur le travail. Et donc ce chantier il est ouvert. Et ce n'est peut-être pas inintéressant que si on revient sur la TVA sociale on règle la problématique des travailleurs détachés.

La deuxième chose c'est qu'à ce niveau-là, on ne crée pas l'emploi pour tous. Si le travail est un facteur de cohésion sociale, si le travail n'est pas ouvert pour tous dans le système économique, qu'est-ce qu'on fait par rapport à l'activité ? A ce niveau-là, à 4 points de croissance, on double son pouvoir d'achat en 20 ans. A 1 point de croissance, on double son pouvoir d'achat en 70 ans. Ça veut dire que la génération qui monte ne sera pas comme nous une génération de propriétaire, elle sera une génération de locataires, copropriétaires, colocataires, covoitureurs... Et donc comment faire en sorte éventuellement d'être locataire toute sa vie tout en acquérant des droits pour avoir une maison à la retraite pour éviter de peser sur les charges. C'est un problème de financement à long terme, revisitez l'équation et l'on s'aperçoit que comme l'on aura moins de revenus donc stabilisations des salaires, stabilisations des retraites, il va falloir jouer sur l'augmentation des dépenses. Et l'on voit bien aujourd'hui la fiscalité locale qui sera aussi à revisiter puisque le prix de l'eau et le prix des ordures ménagères quelques fois dépassent 1 mois de RSA. Et donc tous ces sujets-là sont des sujets qui sont passionnants parce qu'ils sont politiques et donc il faut que nous aidions notre classe politique à peut-être avoir des chantiers communs entre l'opposition et la majorité pour éviter que quand la majorité décide, l'opposition soit obligée d'être contre et *vice-versa*. Et nous sommes dans un jeu politique dramatique par rapport à l'avenir de notre pays, et c'est des sujets totalement passionnants parce qu'à ce niveau de croissance il va falloir que nous revisitions notre relation au travail, notre relation à la pauvreté, notre relation à la propriété, et passer d'une société de la performance à la société de l'épanouissement, de la société de l'acquisition à la société du partage, de la société du bien à la société du lien. Et l'on voit bien que c'est au cœur des communes, des collectivités que se nouera cette vitalité sociale de proximité et cette notion du lien.



Je termine, économie circulaire, pour vous dire à quel point nous souhaitons nous au CESE être une force de proposition, être un lieu de dialogue. Vous savez que lorsque la guerre a été gagnée, les Français, les Américains ont dit qu'il ne faut plus que l'Allemagne vote Hitler et que l'Allemagne soit un état fort. Donc on a empêché le décideur politique allemand dans l'obligation de décider avec les salariés et les patrons, et ce qui devait faire la faiblesse de l'Allemagne fait aujourd'hui sa force.

Nous avons des politiques faibles et des syndicats faibles : quand on est faible, on se construit dans le conflit. Il faut que nous retrouvions le goût du dialogue qui est le seul élément de l'accompagnement du changement : dialogue opposition/majorité, patrons/salariés... Passer d'un conflit d'intérêt à une communauté d'intérêt, et vous les Maires vous avez cette capacité de rassembler, d'être des médiateurs entre des intérêts divergents.

C'est quelque fois compliqué, c'est quelque fois difficile mais c'est probablement une des missions les plus nobles. « L'assemblée du temps long », je vous invite aussi à cette notion de temporalité. Et un élément nouveau est en train d'apparaître, c'est les Forum Citoyens. C'est tout à fait étonnant de voir qu'aujourd'hui quand vous discutez avec les partis politiques, quand vous discutez avec les organisations patronales en disant : « Avez-vous pris conscience que la légitimité des élections vous donne l'illusion que vous avez le droit de décider pour tous et tout le temps ? » Or la légitimité des élections par votre statut électoral ne vous confère pas aux yeux des citoyens, la légitimité de décider pour tous, et que moins vous écouterez les citoyens plus vous alimenterez la légitimité des contestations. Et l'on voit bien que là il y a un sujet intéressant de voir que les citoyens veulent être des coproducteurs du futur, que le décideur doit toujours être seul mais que l'élaboration de la décision doit être collective. Et qu'on en revient là aussi à une temporalité qui dépasse vos échéances électorales, c'est que aucune décision ne peut être prise si elle n'a pas été précédée d'un débat, et aucun débat n'est stabilisé s'il n'est pas précédé d'une pédagogie des enjeux. Et vous voyez bien que cette notion de temporalité est quelques fois contraire à la temporalité politique.

Je voudrais saluer mes conseillers : Jean-Paul BASTIAN, Françoise GENG, Philippe LOUIS, Antoine BREINING, Gilbert MEYER.

Et je voudrais simplement terminer par cette phrase de Teilhard de Chardin, c'est mon passé jésuite : « L'avenir appartient à celles et ceux qui donnent à la jeunesse la raison d'espérer ». Soyons attentifs aujourd'hui, on ne pourra pas créer de responsabilités collectives sur des irresponsabilités individuelles, et on ne pourra pas revivre des espérances collectives sur des désespérances individuelles. C'est probablement vous les Maires qui êtes les mieux placés pour être les jardiniers de l'espérance.

Merci.

©Photos : D. Parent/CG67